

Calendrier de la liberté

19 juillet 1936

Le 19 juillet 1936 a commencé en Espagne la deuxième guerre mondiale. Nous commémorons aujourd'hui cet événement. Cette guerre est terminée partout aujourd'hui sauf précisément en Espagne. Le prétexte pour ne pas la terminer est l'obligation de se préparer à la troisième guerre mondiale. Ceci résume la tragédie de l'Espagne républicaine qui s'est vu imposer la guerre civile et étrangère par des chefs militaires rebelles et qui se voit aujourd'hui imposer les mêmes chefs au nom de la guerre étrangère. Pendant quinze années, l'une des causes les plus justes qu'on puisse rencontrer dans une vie d'homme s'est trouvée constamment déformée et, à l'occasion, trahie pour les intérêts plus vastes d'un monde livré aux luttes de la puissance. La cause de la République s'est trouvée et se trouve toujours identifiée à celle de la paix et c'est là sans doute sa justification. Par malheur, le monde n'a pas cessé d'être en guerre depuis le 19 juillet 1936 et la République espagnole en conséquence n'a pas cessé d'être trahie ou cyniquement utilisée. C'est pourquoi il est peut-être vain de s'adresser comme nous l'avons fait si souvent à l'esprit de justice et de liberté, à la conscience des gouvernements. Un gouvernement, par définition, n'a pas de conscience. Il a, parfois, une politique, et c'est tout. Et peut-être la plus sûre manière de plaider pour la République espagnole n'est-elle plus de dire qu'il est indigne pour une démocratie de tuer une seconde fois ceux qui se sont battus et qui sont morts pour notre liberté à tous. Ce langage est celui de la vérité, il retentit donc dans le désert. La bonne manière sera de dire plutôt que si le maintien de Franco ne se justifie que par la nécessité d'assurer la défense de l'Occident, il n'est justifié par rien. Cette défense de l'Occident, il faut qu'on le sache, perdra ses justifications et ses combattants les

meilleurs si elle autorise le maintien d'un régime d'usurpation et de tyrannie.

Puisque les gouvernements occidentaux ont décidé de ne tenir compte que des réalités, autant leur dire que les convictions de toute une partie de l'Europe font partie aussi de la réalité et qu'il ne sera pas possible de les nier jusqu'au bout. Les gouvernements du XX^e siècle ont une tendance regrettable à croire que l'opinion et les consciences peuvent se gouverner comme les forces du monde physique. Et il est vrai que par les techniques de la propagande ou de la terreur, ils sont arrivés à donner aux opinions et aux consciences une consternante élasticité. Il y a cependant une limite à toutes choses, et particulièrement à la souplesse de l'opinion. On a pu mystifier la conscience révolutionnaire jusqu'à lui faire exalter les misérables exploits de la tyrannie. L'excès même de cette tyrannie rend cependant cette mystification évidente et voici qu'au milieu du siècle la conscience révolutionnaire de nouveau s'éveille et se retourne vers ses origines. D'un autre côté, on a pu mystifier l'idéal de liberté pour lequel des peuples et des individus ont su se battre, alors même que leurs gouvernements capitulaient. On a pu faire patienter ces peuples, leur faire admettre des compromis de plus en plus graves. Mais une limite est désormais atteinte qu'il faut annoncer clairement, et passée laquelle il ne sera plus possible d'utiliser les consciences libres : il faudra au contraire les combattre elles aussi. Cette limite pour nous autres Européens qui avons pris conscience de notre destin et de nos vérités le 19 juillet 1936, c'est l'Espagne et ses libertés.

La pire faute que puissent commettre les gouvernements occidentaux serait d'ignorer la réalité de cette limite. Notre pire lâcheté serait de la leur laisser ignorer. J'ai lu, dans les très curieux articles qu'un journal qui nous a habitués à plus de neutralité, consacre à ce qu'il appelle le problème espagnol que les chefs républicains espagnols ne croient plus

guère à la république. Si cela était vrai, cela justifierait les pires entreprises contre cette république. Mais l'auteur de ces articles, M. Creach, parlant de ces chefs républicains, ajoute «ceux du moins qui vivent en Espagne». Par malheur pour M. Creach, par bonheur pour la liberté de l'Europe, les chefs républicains ne vivent pas en Espagne. Ou, s'ils y vivent, M. Creach ne peut les rencontrer dans les ministères et les salons de Madrid. Ceux qu'il connaît et qu'il dit être républicains ont cessé de croire à la république en effet. Mais ils ont cessé d'y croire à partir du moment où ils ont accepté de la soumettre une deuxième fois à ses meurtriers. Les vrais, les seuls chefs républicains qui vivent en Espagne ont une opinion si catégorique que je crains qu'elle ne puisse plaire à M. Creach, ni à ceux qui, pour servir Franco, ne cessent de se réclamer du danger de guerre et des nécessités de la défense occidentale. C'est l'opinion de ces combattants clandestins qu'il faut faire connaître parce que, seule, elle peut indiquer la limite sur laquelle nous nous tenons tous et que, en ce qui nous concerne, nous ne laisserons pas franchir. C'est pourquoi je voudrais que ma voix fût bien plus forte qu'elle n'est et qu'elle parvînt directement à ceux dont c'est la tâche de définir la politique occidentale en fonction de la réalité pour leur porter des déclarations sans ambiguïtés du responsable du plus puissant mouvement clandestin espagnol. Ces déclarations dont je certifie l'origine et l'authenticité sont courtes. Les voici : «Par les coutumes, la culture, la civilisation, nous appartenons au monde occidental et nous sommes contre le monde oriental. Mais Franco restant au pouvoir, nous ferons ce qu'il faut pour empêcher qu'aucun homme jamais ne prenne chez nous les armes pour l'Occident. Nous sommes organisés pour cela.»

Ceci est une réalité que les réalistes de l'Occident feront bien de méditer. Et non pas seulement en ce qui concerne l'Espagne. Car le combattant qui parle ici, et dont la vie aujourd'hui est un perpétuel danger, est le frère d'armes de centaines de milliers d'Européens qui lui ressemblent, qui

sont décidés à lutter pour leurs libertés et certaines valeurs d'Occident, qui savent aussi que toute lutte suppose un minimum de réalisme, mais qui ne confondront jamais réalisme et cynisme et qui ne prendront pas les armes pour défendre l'Occident avec les Maures de Franco et la liberté avec les admirateurs de Hitler. Il y a là en effet une limite qui ne sera pas dépassée. Pendant près de dix ans, nous avons mangé le pain de la honte et de la défaite. Au jour de la délivrance, au sommet de la plus grande espérance, nous avons appris de surcroît que la victoire aussi était trahie et qu'il nous fallait renoncer à quelques-unes de nos illusions. À quelques-unes ? Sans doute ! Après tout, nous ne sommes pas des enfants. Mais non point à toutes, mais non point à notre fidélité la plus essentielle. Sur cette limite clairement tracée se tient en tout cas l'Espagne qui, une fois de plus, nous aide à voir clair. Nul combat ne sera juste s'il se fait en réalité contre le peuple espagnol. Et s'il se fait contre lui, il se fera sans nous. Nulle Europe, nulle culture ne sera libre si elle se bâtit sur la servitude du peuple espagnol. Et si elle se bâtit sur cette servitude, elle se fera contre nous. L'intelligent réalisme des politiques occidentaux aboutira finalement à gagner à leur cause cinq aérodromes et trois mille officiers espagnols et à s'aliéner définitivement des centaines de milliers d'Européens. Après quoi, ces génies politiques se congratuleront au milieu des ruines. À moins que les réalistes entendent réellement le langage du réalisme et comprennent enfin que le meilleur allié du Kremlin n'est pas aujourd'hui le communisme espagnol, mais le général Franco lui-même et ses soutiens occidentaux.

Ces avertissements peut-être seront inutiles. Mais pour le moment, et malgré tout, il reste une petite place pour l'espérance. Que ces avertissements soient faits, qu'un combattant espagnol ait pu tenir le langage que j'ai dit et cela prouve au moins que nulle défaite ne sera définitive tant que le peuple espagnol, comme il vient de le prouver, garde sa force de combat. Paradoxalement, c'est ce peuple affamé,

asservi, exilé de la communauté des nations qui est aujourd'hui le gardien et le témoin de notre espérance. Lui du moins, bien différent en cela des chefs de M. Creach, est vivant, souffre et lutte. Il l'est à ce point qu'il embarrasse les théoriciens du réalisme qui affirmaient que ce peuple songeait d'abord à sa tranquillité. Il y songeait si peu qu'il a fallu que ces théoriciens jettent du lest. Les journaux où s'exprime laborieusement aujourd'hui ce qui prétend être l'élite européenne se sont évertués à expliquer le phénomène des grèves espagnoles d'une manière qui laissait intactes les vraies forces du régime franquiste. Leur dernière trouvaille est que ces grèves ont été favorisées par la bourgeoisie et l'armée. Mais ces grèves ont été faites d'abord par ceux qui travaillaient et souffraient, voilà la vérité. Et si comme il est possible des patrons et des évêques espagnols y ont vu une occasion d'exprimer, sans payer de leur personne, leur opposition, alors ils ne sont que plus méprisables d'avoir compté sur la peine et le sang du peuple espagnol pour dire ce qu'ils étaient incapables de crier eux-mêmes. Ces mouvements ont été spontanés et cet élan garantit la réalité des déclarations de notre camarade et fonde le seul espoir que nous puissions nourrir.

Gardons-nous de croire que la cause républicaine vacille ! Gardons-nous de croire que l'Europe agonise ! Ce qui agonise, de l'Est à l'Ouest, ce sont ses idéologies. Et l'Europe peut-être, dont l'Espagne est solidaire, n'est si misérable que parce qu'elle s'est détournée tout entière, et jusque dans sa pensée révolutionnaire, d'une source de vie généreuse, d'une pensée où la justice et la liberté se rencontraient dans une unité charnelle, également éloignée des philosophies bourgeoises et du socialisme césarien. Les peuples d'Espagne, d'Italie et de France gardent le secret de cette pensée, et le garderont encore pour qu'il serve au moment de la renaissance. Alors le 19 juillet 1936 sera aussi l'une des dates de la deuxième révolution du siècle, celle qui prend sa source dans la Commune de Paris, qui chemine toujours sous les apparences

de la défaite, mais qui n'a pas encore fini de secouer le monde et qui pour finir portera l'homme plus loin que n'a pu le faire la révolution de 17. Nourrie par l'Espagne et, en général par le génie libertaire, elle nous rendra un jour une Espagne et une Europe, et avec elles de nouvelles tâches et des combats enfin à ciel ouvert. Ceci du moins fait notre espoir et nos raisons de lutter.

Camarades espagnols, en disant cela je n'oublie pas, croyez-le bien, que, si quinze années sont peu de choses au regard de l'histoire, les quinze années que nous venons de passer ont pesé d'un terrible poids sur beaucoup d'entre vous, dans le silence de l'exil. Il y a quelque chose dont je ne sais plus parler, pour l'avoir trop dit, et c'est le désir passionné qui est le mien de vous voir retrouver la seule terre qui soit à votre mesure. Ce soir encore, je sens l'amertume qu'il peut y avoir à ne vous parler que de luttes et de combats renouvelés au lieu du juste bonheur auquel vous avez droit. Mais tout ce que nous pouvons faire pour justifier tant de souffrances et de morts, c'est de porter en nous leurs espoirs, de ne pas faire que ces souffrances aient été vaines et que ces morts soient solitaires. Ces quinze années implacables qui ont usé tant d'hommes à la tâche et ont forgé quelques autres dont c'est le destin que de justifier les premiers. Si lourd que cela soit, c'est ainsi que les peuples et les civilisations s'élèvent. Et après tout, c'est vous, c'est de l'Espagne en partie, que quelques-uns d'entre nous avons appris à se tenir debout et à accepter sans défaillance le dur devoir de la liberté. Pour l'Europe et pour nous, souvent sans le savoir, vous avez été et vous êtes des maîtres de liberté. Ce dur devoir qui n'en finit plus, c'est à notre tour maintenant de le partager avec vous, sans défaillance et sans compromission. Là est votre justification. J'ai rencontré dans l'histoire depuis que j'ai l'âge d'homme beaucoup de vainqueurs dont j'ai trouvé la face hideuse. Parce que j'y lisais la haine et la solitude. C'est qu'ils n'étaient rien quand ils n'étaient pas vainqueurs. Pour être seulement, il leur fallait tuer et

asservir. Mais il est une autre race d'hommes, qui nous aide à respirer, qui n'a jamais trouvé d'existence et de liberté que dans la liberté et le bonheur de tous et qui puise par conséquent jusque dans les défaites des raisons de vivre et d'aimer. Ceux-là, même vaincus, ne seront jamais solitaires.

17 juin 1953

N'appartenant à aucun parti, et fort peu tenté pour le moment d'entrer dans aucun, il me semble que ce serait donner son sens à notre réunion de ce soir si je parvenais à rendre claires en quelques phrases les raisons qui m'ont conduit à cette tribune. Pour bien situer ces raisons, il faut dire avant toute chose que les événements de Berlin ont suscité dans certains milieux une assez ignoble joie qui ne peut être la nôtre. Au moment où, après deux ans d'agonie, les Rosenberg étaient conduits à la mort, la nouvelle qu'on tirait sur les ouvriers de Berlin-Est, loin de faire oublier le supplice des Rosenberg comme l'a tenté la presse qu'on appelle communément bourgeoise, ajoutait seulement pour nous au malheur obstiné d'un monde où un à un, systématiquement, tous les espoirs sont assassinés. Quand «le Figaro» parle avec éloquence du peuple révolutionnaire de Berlin, il nous donnerait à rire si le même jour «l'Humanité» fustigeant ce qu'elle appelle comme au bon temps «les meneurs» ne nous mettait devant les yeux la tragédie où nous vivons et la double mystification qui prostitue jusqu'à notre langage.

Mais si je crois impossible que les émeutes de Berlin fassent oublier les Rosenberg, il me semble bien plus affreux encore que des hommes qui se disent de gauche puissent essayer de dissimuler dans l'ombre des Rosenberg les fusillés allemands. C'est pourtant ce que nous avons vu et ce que nous voyons tous les jours, et c'est pourquoi justement nous sommes ici. Nous y sommes parce que si nous n'y étions pas, personne apparemment parmi ceux dont c'est la vocation proclamée de défendre le travailleur n'y serait. Nous sommes ici parce que les ouvriers

de Berlin risquent d'être trahis après avoir été tués, et d'être trahis par ceux-là mêmes dont ils pouvaient espérer la solidarité.

Quand on se prétend voué à l'émancipation des travailleurs, le soulèvement d'ouvriers qui, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, refusent que leurs normes de travail soient augmentées et qui en viennent logiquement à réclamer des élections libres, démontrant ainsi à tous les intellectuels dynamiques qui leur prêchaient le contraire que la justice ne peut se séparer de la liberté, ce soulèvement et la grande leçon qu'il entraîne, et la répression qui l'a suivi ; oui, ce soulèvement ne méritait-il pas quelques réflexions ? Ne méritait-il pas, après tant de positions proclamées à tort et à travers, une affirmation ferme et claire de solidarité ? Quand un travailleur, quelque part au monde, dresse ses poings nus devant un tank et crie qu'il n'est pas un esclave, que sommes-nous donc si nous restons indifférents ? Et que signifie alors que nous intervenions pour les Rosenberg si nous nous taisons devant Götting ?

C'est pourtant la démission à laquelle nous avons assisté ; et c'est pourquoi autant que l'indignation, c'est le dégoût qui nous fait parler ce soir. En ce qui me concerne en tout cas, il m'a semblé qu'on ne pouvait pas avoir la conscience tranquille à si peu de frais. J'admire et j'envie, bien entendu, l'heureuse facilité avec laquelle certaine presse de gauche et ses collaborateurs ont neutralisé, le mot est juste, la tragédie de Berlin. J'admire que, dès le premier jour, nos organes du progrès aient si spontanément discerné que les manifestations de la Stalin Allee avaient été inspirées par le gouvernement russe. Cette ingénieuse explication s'est trouvée un peu obscurcie à partir du moment où les balles ont fauché les manifestants du Kremlin. Mais elle avait réussi déjà à brouiller quelques idées. Après quoi, il a suffi de quelques maquillages typographiques pour exiler en page trois la nouvelle la plus importante qu'on ait reçue depuis des années.

J'admire encore qu'un journaliste ait pu conclure un récit des événements de Berlin, qu'il avait vus surtout par personnes interposées, en nous avertissant que le départ des Russes, abandonnant les Allemands à eux-mêmes, laisserait le champ libre à des atrocités plus sinistres encore que celles qu'a vues notre Libération. On peut s'émerveiller en effet que la seule leçon qu'il nous faille tirer des émeutes de Bertin est que nous aurions dû, en somme, pleurer sur le départ de Hitler. Ce n'est plus enfin de l'admiration, mais une sorte de considération respectueuse que j'éprouve devant ce journaliste d'un hebdomadaire, supposé de gauche, qui, à l'occasion d'une relation des mêmes événements, a pu écrire sans blêmir qu'il fallait admirer la discipline et le sang-froid des troupes russes.

Mais enfin malgré toute cette admiration il y a au moins un argument dont il me semble qu'on ne peut se contenter ; celui qui consiste à dire que nous ne sommes pas suffisamment renseignés. Car, après tout, on n'est jamais qu'à moitié renseigné sur ce qui se passe dans les régimes totalitaires, quels qu'ils soient. Et, faut-il alors que la dictature seule soit soustraite au jugement de l'opinion publique parce que seule elle se refuse à informer l'opinion publique ? Et faut-il se taire sur toutes les Bastilles sous prétexte que leurs prisonniers ne sont pas reliés directement et par un fil spécial aux directeurs de nos journaux ? Le fait que les événements qui nous occupent se soient passés à quelques pas du secteur occidental a seul empêché qu'ils ne soient entièrement camouflés. Sans cela nous aurions ignoré cette émeute ou nous ne l'aurions apprise que comme nous avons appris les révoltes en Tchécoslovaquie, peu à peu, à travers les murs épais des polices et des prisons. Mais ces événements se sont déroulés sous des yeux des Berlinoises, sous une caméra hollandaise aussi, et nous ne pouvons plus ignorer qu'il s'est agi d'abord, et quelle que soit l'exploitation que des deux côtés on ait voulu en faire, d'une révolte ouvrière contre un gouvernement et une armée qui se voulaient au service des

ouvriers. Et si nous n'en étions pas suffisamment persuadés les discours du gouvernement de Berlin-Est nous le confirmeraient. Ceux qui après cela disent publiquement qu'ils ne sont pas suffisamment renseignés, je les mets au défi de se le dire eux-mêmes, dans la solitude, à l'heure de la vérité. Dès lors, l'obscurité qui pèse sur certaines régions de la révolte, l'ignorance où nous sommes du sort de milliers d'hommes, il est indigne de les utiliser au préjudice des seules victimes. Si cette ignorance accuse quelqu'un, ce sont les auteurs de la répression, non les révoltés. Car enfin c'est cela qu'il faut dire, qui pour moi est la condamnation dernière, qu'aujourd'hui même des hommes sont encore tués pour avoir crié la liberté ouvrière, et que pourtant nous ne saurons jamais leurs noms. Mais parce que ces victimes à jamais resteront anonymes, faut-il les liquider une fois de plus, et cette fois dans notre mémoire ? Nous savons seulement qu'ils sont des travailleurs dressés pour la défense de leur condition et parce que nous ne savons même pas leurs noms, vous en tireriez prétexte pour les faire encore plus anonymes, pour leur refuser l'état qui est le leur, leur disputer leur titre de travailleur et même, chaque fois qu'il est possible, les déshonorer en les traitant de canailles et de fascistes ?

Non, c'est, cette besogne que nous refusons de servir, c'est pour compenser un peu cette répugnante cuisine que nous sommes tous ici. Et pour éclairer enfin en une phrase les raisons de notre présence à tous, il faut dire que devant les travailleurs allemands et tchèques réduits maintenant au silence, nous refusons qu'il puisse nous être crié un jour : «Ils les ont assassinés et vous, vous les avez enterrés honteusement.»

J'ai peu de choses à ajouter pour clôturer cette réunion. Bien des choix décisifs ont été faits par chacun d'entre nous depuis la Libération. Mais aujourd'hui devant l'événement le plus grave qui se soit produit depuis cette Libération, voici,

à mon sens l'heure du choix définitif. Il me paraît impossible que des hommes qui se disent attachés à la dignité et à l'émancipation des travailleurs puissent, par leur silence, accepter l'exécution d'ouvriers dont le seul crime est de s'être dressés contre une condition matérielle insupportable. Ni les uns ni les autres n'avons pu empêcher cette tragédie, cela est vrai. Mais la répression n'est pas arrêtée et nous pouvons encore, par la manifestation de notre opinion, peser, si peu que ce soit, sur la suite. Lorsque les premiers signes d'antisémitisme sont apparus à l'Est, c'est l'indignation spontanée de ceux qui, à l'Ouest, n'étaient pas seulement des partisans qui, d'une certaine manière, a démontré aux gouvernements populaires qu'ils ne pouvaient pas laisser s'établir cette perversion. Et c'est pourquoi, avec vous tous, je m'adresse à ceux dont nous n'avons pas oublié qu'ils furent nos camarades pour leur dire : quand même nous ne sauverions qu'une vie de travailleur allemand dans les jours qui viennent, cette vie vaudrait la peine que nous soyons réunis et elle vaut la peine que ceux au moins qui se sont tus parlent maintenant et nous aident à la sauver. Ne préférez pas vos raisonnements et vos rêves à cette misère qui crie vers nous depuis deux semaines, n'excusez pas le sang et la douleur d'aujourd'hui sur la considération d'un avenir historique qui sera privé de sens au moins pour ceux qu'il aura tués. Croyez-nous, pour la dernière fois, quand nous vous disons qu'aucun rêve d'homme, si grand soit-il, ne justifie qu'on tue celui qui travaille et qui est pauvre. Personne ne vous demande de rien renier de ce que vous croyez ou voulez. Mais au nom même de la vérité que vous prétendez servir, réclamez seulement avec nous cette commission d'enquête où seront représentées toutes les centrales syndicales et qui servira du moins de médiateur dans un drame dont l'enjeu n'est pas la société idéale dont vous disputez et dont vous rêvez pour un jour encore invisible ; mais la terrible mort dont des humiliés sont menacés aujourd'hui même pour avoir cru, comme le Marx dont on leur parlait tous les jours, que l'égalité ne pouvait et ne devait pas se passer de la liberté.

Albert Camus